

L'hon. M. PEARSON: Cet événement n'a pas causé de tension entre les deux pays, pour autant que je sache. Je n'en sais pas plus long sur l'affaire que ce que j'ai lu dans les journaux. Je ne crois pas que le gouvernement tchèque ait attiré notre attention sur l'incident.

M. GRAYDON: Sans vouloir interrompre le sujet de ce débat, j'aimerais revenir une fois de plus au problème chinois. A mon avis, les Canadiens en général envisagent avec anxiété le problème de la reconnaissance du gouvernement communiste, et il existe un ou deux points à éclaircir pour bien renseigner le public. Je crois comprendre que les arrangements consécutifs à la reconnaissance britannique, ayant trait aux échanges commerciaux, ont été retardés principalement en raison des conditions plutôt onéreuses que le gouvernement chinois de Moa a imposées à cette reconnaissance, et les représentants du gouvernement britannique ont presque eu à subir un examen d'admissibilité à l'égard des futurs échanges. Mais il est un problème qui intéresse certaines gens. Le gouvernement a-t-il examiné la situation des personnes d'origine chinoise demeurant au Canada? S'il y a reconnaissance, quel en serait l'effet sur ces Chinois au Canada et, sur ce point, je demanderais au Ministre de me dire si des représentations ont été faites auprès des Chinois du Canada quant à leur attitude par rapport à la reconnaissance et si la chose a été débattue avec eux afin de connaître leur point de vue?

L'hon. M. PEARSON: Oui, j'ai eu un entretien avec les Canadiens d'origine chinoise qui sont venus à Ottawa discuter avec moi, en ma qualité de représentant du gouvernement, du problème de la reconnaissance qui les préoccupe. Il va de soi que la position de nos Chinois est un facteur qui entre en ligne de compte. S'ils sont citoyens canadiens, ce ne devrait pas être un facteur de grande importance puisqu'ils sont Canadiens. Certains d'entre eux ne sont pas Canadiens et ceux-là ne manquent pas d'être quelque peu énervés à la pensée des conséquences de la reconnaissance. Vous avez dit que les Britanniques étaient invités à subir un examen d'admissibilité,—dans le présent cas l'expression "examen d'admissibilité" est tout à fait juste,—avant d'arriver à Pékin. Il y eut d'autres complications du fait qu'ils possédaient une concession à Pékin. Je crois qu'un long débat, qui dure encore, a été entamé sur la question de leur droit de propriété dans cette ville. Ce fut là une difficulté qui a porté certains autres pays à hésiter plus longtemps qu'ils ne l'auraient fait autrement à reconnaître ce gouvernement.

D'autre part, il est vrai de dire que l'ambassadeur des Indes est encore en fonctions à Pékin—j'emploie ce nom bien que ce soit l'ancienne appellation. Je pense que la Hollande et la Suède ont éprouvé quelque difficulté avant de pouvoir échanger des représentants diplomatiques.

M. GRAYDON: Sommes-nous en liaison avec l'ambassadeur hindou en Chine pour ce qui est des intérêts canadiens?

L'hon. M. PEARSON: Non, mais nous nous sommes tenus en contact étroit avec le gouvernement de l'Inde pendant que celui-ci négociait avec les Chinois, car l'expérience hindoue nous intéressait.

M. GREEN: Quelle est l'allégeance de la plupart des Chinois au Canada? Est-ce qu'ils appuient le régime nationaliste? J'ai l'impression que bien peu d'entre eux appuient le régime communiste.

L'hon. M. PEARSON: Je ne saurais dire, mais ceux avec qui je me suis entretenu ne sont sûrement pas en faveur du régime communiste.

M. HANSELL: L'actuel gouvernement communiste désire-t-il réellement la reconnaissance? Le jeu ne se fait-il pas au profit d'autres nations?